

# EXCELSIOR

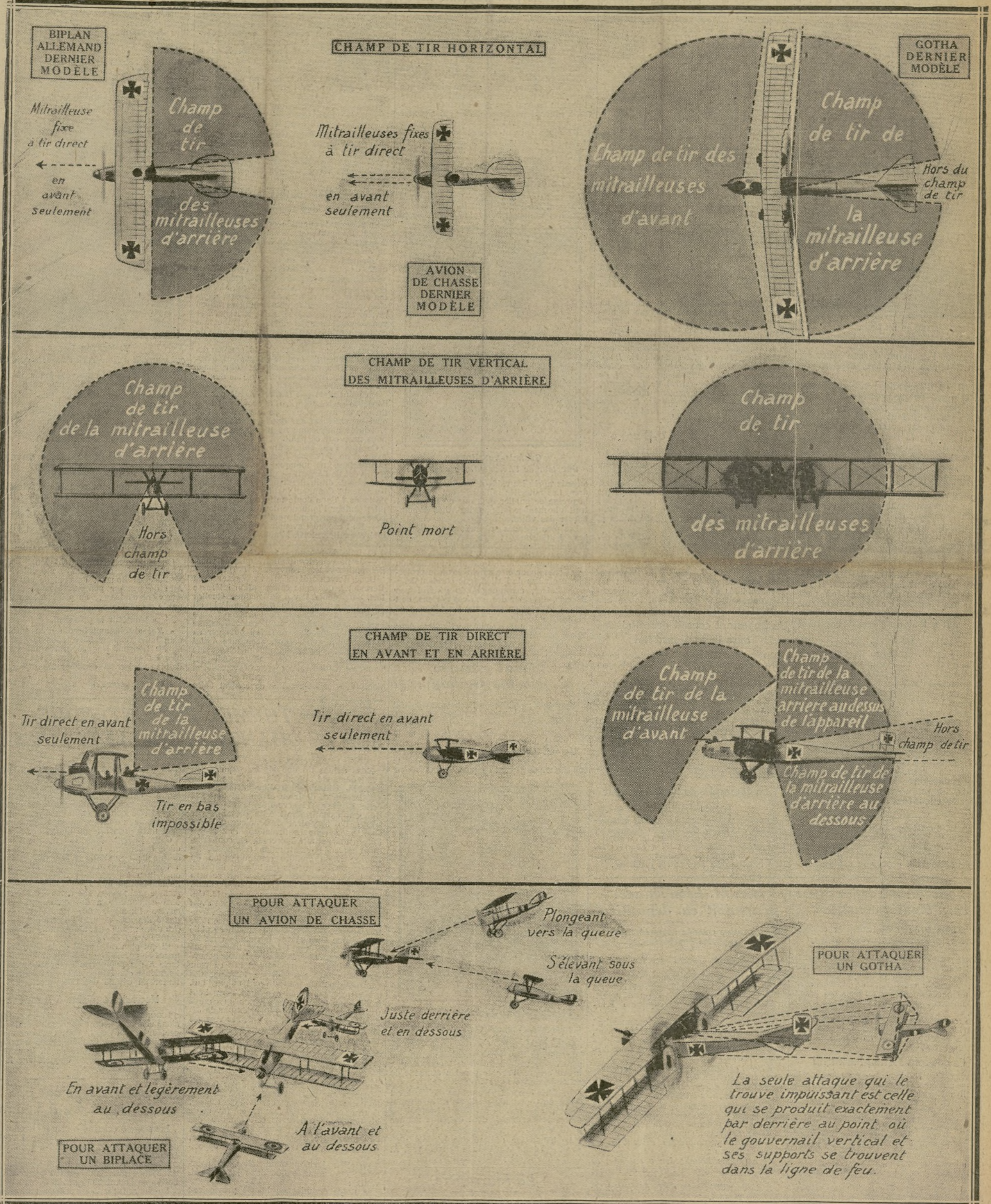
Huitième année. — N° 2.520. — 10 centimes.

"Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport." — NAPOLEON.

Mardi  
9  
OCTOBRE  
1917

RÉDACTION : 20, rue d'Enghien, Paris  
Téléphone : Gutenberg 0273 - 0275 - 15.00  
ADMINISTRATION : 88, av. des Champs-Élysées  
Téléphone : Wagram 5744 et 5745  
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS  
TARIF DES ABONNEMENTS :  
France... 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.  
Etranger... 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.  
PUBLICITÉ : 11, B° des Italiens. - Tél.: Cent. 80-88  
:: PIERRE LAFITTE, FONDATEUR ::

## LES POINTS VULNÉRABLES DES AVIONS ALLEMANDS



**DIAGRAMMES MONTRANT LE CHAMP DU TIR DES APPAREILS ALLEMANDS ET LEURS POINTS ATTAQUABLES**

Les trois premières planches exposent la façon dont les avions allemands peuvent, à la fois attaquer et se défendre : biplans-biplaces (à gauche), avions de chasse (au milieu), Gothas de bombardement (à droite). La première figure trace le champ de tir horizontal des trois types d'appareils; la seconde, le champ de tir vertical des mêmes au-dessus et au-dessous d'eux; la troisième, les arcs de cercle que peuvent couvrir verticalement les mitrailleuses des trois sortes d'avions, en avant ou en arrière. On peut se rendre compte des points vulnérables des appareils. Le moins facile à atteindre est le Gotha, alors que l'avion de chasse est presque sans défense et vaut surtout par son pilote.



# EN PLEIN JOUR L'«U-B 293» S'EST ÉCHAPPÉ DU PORT DE CADIX OU IL ÉTAIT INTERNÉ

Le gouvernement espagnol en a exprimé ses regrets, mais il lui reste à faire respecter sa neutralité par l'Allemagne.

## DES SANCTIONS ONT ÉTÉ PRISES CONTRE LES AUTORITÉS COUPABLES DE NÉGLIGENCE

Le gouvernement espagnol s'est empressé d'exprimer ses regrets aux Alliés pour l'évasion du sous-marin allemand que l'on croyait généralement « interne » à Cadix. Les Alliés ne doutent pas de la bonne foi de M. Dato et du marquis de Lema, et ils croient aisément à la sincérité de leurs regrets. Ils y croient d'autant plus que, s'ils éprouvent un dommage par le fait qu'un nouveau pirate ennemi va parcourir librement la Mé-



MARQUIS DE LEMA  
ministre des Affaires étrangères d'Espagne

diterranée, l'Espagne, de son côté, en éprouva un, et très grave, dans sa dignité.

L'U-B 293, d'après nos renseignements, s'est échappé en plein jour. Il ne s'est même pas donné la peine de plonger. Il s'est ravitaillé tout à son aise avant de prendre le large. Donc, en premier lieu, il y a, de la part de l'Allemagne, violation de la neutralité. Il y a attentat à la souveraineté de l'Espagne, dont le décret du 29 juin dernier sur la navigation sous-marine a été outrageusement bafoué. Mais il y a autre chose encore. Ce n'est pas seulement de l'Allemagne que le gouvernement espagnol n'a pas obtenu le respect de ses décisions. C'est de ses propres agents.

Il est évident, en effet, que l'évasion audacieuse et même insolente de l'U-B 293 n'eût pu se produire sans des complicités à Cadix même. Il faut, à tout le moins, admettre que les autorités du port aient fermé les yeux. Il y a là quelque chose d'affligeant, on peut même dire quelque chose d'humiliant pour un pays indépendant comme l'Espagne qui a tout un passé de gloire et de fierté.

Que cette déplorable aventure lui serve de leçon. L'affaire de Cadix survient en même temps que les révélations américaines sur l'affaire Bolo pour montrer quelle est l'activité multiforme de la politique allemande chez les neutres. Lorsque l'U-B 293 avait été interné à Cadix, le représentant de la France avait attiré l'attention du gouvernement espagnol sur l'utilité d'exercer autour du sous-marin une stricte surveillance et de ne pas laisser l'équipage allemand à bord. On aime à croire qu'après cette démonstration l'Espagne prendra, sur son propre territoire, infesté d'agents allemands, les mesures propres à se faire respecter elle-même et sa neutralité. — J. B.

MADRID, 8 octobre. — On a appris ce matin, avec une certaine stupeur, que le sous-marin allemand U-B 293, interné dans le port de Cadix, avait réussi à s'échapper en plein jour et à gagner la haute mer.

## Le nouveau ministère russe sera bientôt constitué

Des membres du parti bourgeois collaboreront probablement avec Kerensky

PÉTROGRAD, 7 octobre. — Le gouvernement a terminé ses démarches pour la formation d'un nouveau cabinet. M. Tsereteli est revenu de Moscou avec des membres du parti bourgeois qui feront probablement partie du ministère de coalition.

On annonce que M. Skobelev prendrait le département du commerce, M. Massloff celui de l'agriculture, et M. Kartachef les cultes. (Radio.)

### Ce que sera l'Avant-Parlement

PÉTROGRAD, 7 octobre. — Au cours de la séance secrète de l'Avant-Parlement, M. Tsereteli a exposé la marche des pourparlers qui ont eu lieu entre les représentants de la démocratie, les industriels de Moscou, le parti des cadets et le gouvernement. Il a déclaré que ces pourparlers avaient abouti à un accord rapide sur toutes les questions, sauf pour celle de la responsabilité du cabinet devant l'Avant-Parlement qui a soulevé une discussion vive et longue.

Finalement la question a été formulée ainsi :

« L'Avant-Parlement est convoqué officiellement et est organisé par le gouvernement. Il comprend 120 représentants des éléments non démocratiques, et jouit du droit d'interpeller le gouvernement, qui doit répondre à toute interpellation. Le gouvernement n'est pas responsable formellement et juridiquement devant l'Avant-Parlement ; mais aucun cabinet ne peut exister sans la confiance de l'Avant-Parlement ».

Cette formule a été votée par 109 voix contre 84 et 22 abstentions.

La nouvelle a été annoncée aux journalistes hier soir, après le conseil des ministres, par M. Dato, qui venait d'être informé par le ministre de la Marine.

On se rappelle que l'U-B 293 était arrivé le 9 septembre dernier, vers neuf heures et demie du matin, dans le port de Cadix, remorqué ou convoyé par un torpilleur espagnol. On annonça qu'il avait des avaries. Un télégramme officiel de Cadix déclara qu'il avait souffert du manque d'huile lubrifiante. Il fut aussitôt interné, conformément au décret espagnol du 29 juin précédent, dans l'arsenal de Carraca, où il devait rester jusqu'à la fin des hostilités.

C'était le second sous-marin allemand à qui s'appliquait ce décret. Le premier, l'U-B 23, était entré à la Corogne le 23 juillet.

### Les sanctions prises par M. Dato

MADRID, 8 octobre. — Le président du Conseil, M. Dato, a fait à la presse des déclarations concernant le départ de Cadix de l'U-B 293.

Le ministre a communiqué par télégraphe avec les autorités maritimes de Cadix pour leur demander des détails. Il ordonna qu'une instruction sommaire fut ouverte pour établir les responsabilités.

M. Dato a conféré à différentes reprises durant la nuit du 6 octobre et dans la matinée du 7 octobre avec M. de Lema, ministre des Affaires étrangères.

Le président du Conseil a déclaré, en outre, que le sous-marin n'avait pas de munitions parce que, au moment de son internement, les torpilles, les bombes et les grenades furent déposées à l'arsenal.

Le roi Alphonse XIII a pris des sanctions immédiates, sur la demande de M. Dato. Il a signé le décret de suspension du contre-amiral Buhigas, commandant en chef de l'arsenal, et du vice-amiral de la Puente, commandant du département maritime.

Il a nommé pour les remplacer le contre-amiral Rubalcava et le vice-amiral Miranda, ancien ministre de la Marine.

### Les machines de l'«U-B 293» avaient-elles été démontées ?

MADRID, 8 octobre. — Dans les milieux officiels on se demande pourquoi les machines de l'U-B 293 n'ont pas été démontées. On affirme qu'elles l'ont été. Si vraiment cette mesure de précaution a été prise, comment le commandant du sous-marin a-t-il pu remettre en place les machines et les remonter ?

Il est certain que les préparatifs de départ n'ont pu échapper à l'attention des autorités espagnoles, car ces préparatifs ont dû être forcément très longs. Le premier problème qu'aura à élucider le gouvernement sera de déterminer exactement les responsabilités de ceux qui, soit par complaisance, soit par incurie, ont laissé fuir le sous-marin allemand.

### Un important conseil des ministres aura lieu aujourd'hui

MADRID, 8 octobre. — Le ministre de la Marine a rendu visite à M. Dato, à la présidence du Conseil, dans la soirée.

On attache une grande importance au conseil des ministres qui aura lieu mardi, et au cours duquel divers points d'actualité seront discutés.

On parle d'une conférence importante qui aurait lieu demain entre M. Dato et M. de Lema, ministre d'Etat, qui se trouve à Saint-Sébastien.

Le ministre de la Marine a eu un nouvel entretien téléphonique avec les autorités maritimes de Cadix.

### Une démarche de l'ambassadeur de France

SAINT-SÉBASTIEN, 8 octobre. — Le marquis de Lema, ministre des Affaires étrangères, qui se trouve ici en ce moment, a reçu l'ambassadeur de France et lui a exprimé les regrets qu'inspire au gouvernement espagnol l'évasion du sous-marin allemand.

## Hier M. Léon Daudet poursuivit sa déposition

Il sera encore entendu aujourd'hui par le capitaine Bouchardon.

Les ordres les plus sévères émanant du gouvernement militaire de Paris ont été transmis au troisième conseil de guerre pour prévenir toute indiscrétion sur les affaires d'intelligence avec l'ennemi actuellement instruites par le capitaine Bouchardon.

C'est ainsi qu'hier matin le commandant Julien, commissaire du gouvernement, faisait apposer sur les murs de l'antichambre du cabinet du capitaine Bouchardon l'avis suivant :

« Il est absolument interdit de stationner dans le vestibule des bureaux du conseil de guerre. Le garde républicain de service est chargé de faire observer cette consigne ».

A 10 heures moins 10, M. Léon Daudet, accompagné de trois de ses collaborateurs, MM. Georges Champenois, Robert Lecomte et Josse, arrivait au Palais.

A midi, le communiqué suivant a été fait à la presse :

Le capitaine Bouchardon a entendu, ce matin, un témoin dans l'affaire du Bonnet rouge.

Il a recueilli la suite de la déposition de M. Léon Daudet.

Dans la soirée, cette autre note a été transmise aux journaux :

Dans l'affaire du Bonnet rouge, M. Léon Daudet a, dans sa déposition de ce matin, rapporté des propos qui auraient été tenus par une personne qui aurait reçu des confidences d'agents allemands.

Ajoutons que M. Daudet poursuivra sa défense aujourd'hui.

## L'ALLEMAGNE FAIT UN GROS EFFORT POUR L'AVIATION

Les nouveaux appareils « Gotha » mis en service sont munis de 4 moteurs et montés par cinq hommes.

Le kaiser et le directeur de l'Aéronautique se préoccupent des mesures à prendre pour empêcher nos raids de représailles.

LONDRES, 8 octobre. — Suivant une dépêche de M. Shepherd, correspondant de l'United Press d'Amérique à Stockholm, les Allemands emploient depuis deux semaines environ des « Gothas » portant 4 moteurs de 200 chevaux chacun.

Ces aéroplanes sont approvisionnés de combustible pour voler pendant 10 heures et portent un équipage de 5 hommes : 2 pilotes, 2 canonniers et 1 capitaine qui s'occupe de l'appareil radio-télégraphique.

Il semble, suivant ce correspondant, que le but de l'Allemagne soit d'organiser une très forte armée aérienne, et ses efforts sont stimulés par les nouvelles de la construction intensive d'aéroplanes aux Etats-Unis.

### La crainte des représailles

AMSTERDAM, 8 octobre. — Les Allemands paraissent particulièrement inquiets des représailles annoncées par le gouvernement



GÉNÉRAL VON HOPNER  
directeur de l'Aéronautique allemande

anglais après les raids des avions sur Londres. Les autorités militaires ont interdit à la presse de publier quoi que ce soit ayant trait à la menace faite par les Alliés de bombarder des villes.

Les plus grandes précautions ont été prises à Cologne, Essen, Aix-la-Chapelle, Francfort, Trèves, Coblenz, Mayence. Les défenses aériennes ont été renforcées, de nombreuses escadrilles ont été rappelées du front russe pour être employées à la protection des villes de l'Allemagne occidentale.

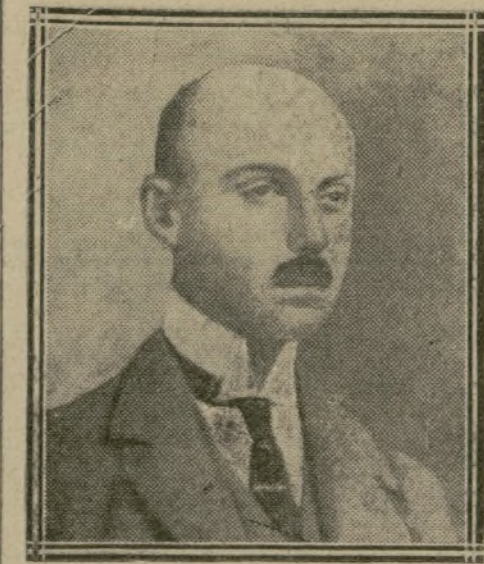
Le kaiser, accompagné du général von Hopner, directeur des services aériens, doit venir inspecter en personne les défenses de la vallée du Rhin.

On signale une activité particulière dans toutes les usines d'aviation de l'empire, qui ont reçu l'ordre de travailler jour et nuit.

## Un tribunal prussien débouté Guillaume II

ZURICH, 8 octobre. — Le tribunal spécial composé de cinq juges prussiens qui avait siégé dans l'affaire Guillaume II-prince Léopold vient de terminer ses audiences et de rendre son arrêt.

On sait que le jeune prince Léopold-Frédéric de Prusse avait dépensé en une année un million deux cent cinquante mille francs.



PRINCE LÉOPOLD-FRÉDÉRIC DE PRUSSE

L'empereur, voulant exercer son autorité de chef de la maison de Hohenzollern, avait décidé que le prince serait placé sous la surveillance d'un tuteur militaire et que le père du prince paierait à ce tuteur, et non à son propre fils, une pension annuelle de soixante-quinze mille francs.

Frédéric-Léopold père refusa d'obéir à cet ordre de Guillaume et fit remettre directement par sa femme à Frédéric-Léopold fils toutes les sommes dont ce jeune homme avait besoin.

Le tribunal a déclaré que Léopold père avait agi dans la plénitude de son droit. Et Guillaume a été juridiquement battu.

### La fourragère

La fourragère aux couleurs de la croix de guerre (vert et rouge) a été conférée par le général commandant en chef les armées alliées en Orient au bataillon de la légion étrangère du 1<sup>er</sup> régiment de marche d'Afrique, déjà cité les 18 septembre 1915 et 18 juillet 1917.

LEÇONS PAR CORRESPONDANCE  
Rue de Rivoli, 53, PARIS  
Commerce, Comptabilité, Sténo-Dactylo, Langues, etc.

## COMMENT BOLO EST PARVENU A SE FAIRE VERSER LES FONDS DE LA WILHELMSTRASSE

Officiel. — Le commissaire du gouvernement a examiné les mesures qu'il pourrait y avoir lieu de prendre en ce qui concerne les fonds dont l'origine a été précisée par les derniers renseignements reçus du gouvernement américain.

Bolo pacha ne se ressent plus de sa crise d'urémie et son état de santé va, chaque jour, s'améliorant. Il est actuellement soumis au régime des valides, et c'est de fort bon appétit qu'il continue à se sustenter. Son menu comporte un potage, un plat de viande, un légume et un dessert. N'est-ce pas suffisant pour un convalescent ? Aussi le capitaine Bouchardon va-t-il soumettre Bolo pacha à un dernier examen médical en vue de son transfert à la prison de la Santé.

Aucun fait d'instruction à signaler pour la journée d'hier. Une seule note a été communiquée. En voici le texte :

Le commissaire du gouvernement a examiné les mesures qu'il pourrait y avoir lieu de prendre en ce qui concerne les fonds dont l'origine a été précisée par les derniers renseignements reçus du gouvernement américain.

### Comment Bolo obtint le versement des fonds

En attendant que Bolo soit complètement rétabli, les preuves de sa culpabilité se multiplient, et les documents qui nous arrivent en nombre d'Amérique jettent sur son rôle — on peut dire sur sa trahison — une lumière de plus en plus vive.

M. Lansing, secrétaire d'Etat, complétant les révélations de l'attorney général, M. Merton Lewis, a livré à la publicité cinq dépêches chiffrées qui furent échangées du 26 février au 31 mars 1916, entre Bernstorff et von Jagow, au sujet de Bolo et montrant comment celui-ci est devenu le stipendié de l'ambassadeur allemand.

Nous avons, d'autre part, la déposition de l'attorney général de Pavenstedt, associé de la Banque Amsinck, et qui joua, comme nous l'avons dit hier, le rôle d'intermédiaire entre Bernstorff et Bolo.

Un point n'est pas encore élucidé par les dépêches de New-York. C'est comment Bolo fut mis en rapport avec ce Pavenstedt. Par quel hasard ? Ou sur quelle présentation ? L'enquête américaine ne manquera pas de nous fixer sur ce point.

Ce que l'on sait, par les déclarations mêmes de Pavenstedt, sur leurs premiers pourparlers, ne manque pas de piquant. Bolo veut de l'argent — une grosse somme. Autrement, dit-il, il est perdu. Et pourquoi cet argent ? Comment justifier cette demande de fonds ? Sans doute fait-il miroiter à son interlocuteur l'influence dont il prétend disposer dans un grand quotidien français.

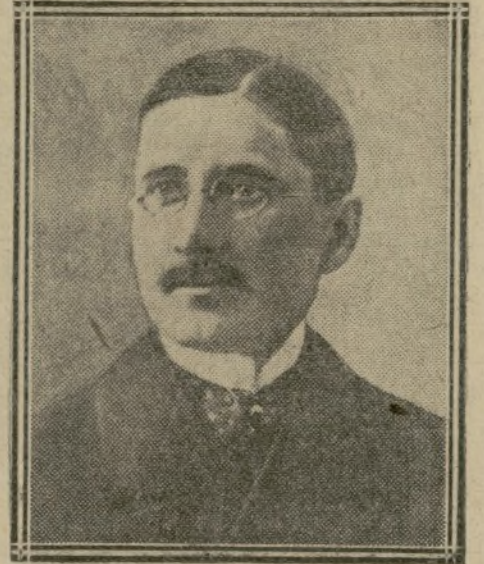
« Eh ! répond Pavenstedt, voilà qui peut intéresser Bernstorff. M'autorisez-vous à lui en parler ? »

« Et Bolo de répondre : « Je ne veux avoir affaire qu'avec vous. Débrouillez-vous. Trouvez-moi l'argent. »

Donc, Pavenstedt s'en va causer avec Bernstorff, que cette conversation intéresse fort. Sans doute, il y a des risques. Quelles garanties a-t-on, après tout, que Bolo ait vraiment les influences qu'il prétend ? Mais l'enjeu vaut le risque. Et Bernstorff estime qu'il faut « marcher ». Il fait partager sa conviction à von Jagow, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, qui lui télégraphie de donner l'argent. C'est Pavenstedt qui transmet à Bolo cette réponse favorable, et le prévient que les fonds sont à sa disposition. Bolo lui dit : « Pas de contrat entre

nous. Cependant je vais vous écrire une lettre pour vous couvrir. Je m'engage à rembourser les sommes reçues deux ans après la guerre, sans intérêt, bien entendu. Et, à titre de garantie, je déposerai dans une banque, à votre nom, mes actions du Journal. »

Enfin, il résulte de cette déposition qu'avant son voyage en Amérique, Bolo ne disposait pas des fonds qui lui permirent de s'associer dans les conditions et sous les réserves que l'on sait avec M. Charles Humbert, mais que, cependant, il ne craignait pas,



M. MERTON LEWIS

qui poursuit à New-York l'enquête sur Bolo précisément pour trouver ces fonds, de présenter cette association comme réalisée.

Ajoutons qu'hier matin M. Charles Humbert exprimait dans le Journal sa conviction que ces nouvelles révélations lui donnaient le droit d'obtenir, sans plus de retard, l'annulation de son contrat « avec un dispensateur de capitaux allemands ».

### Une commission rogatoire envoyée en Angleterre

Comme suite aux récentes vérifications effectuées par MM. Daru et Faraliq, commissaires aux délégations judiciaires, le capitaine Bouchardon vient d'envoyer une commission rogatoire en Angleterre, relative aux opérations de Bolo pacha à Londres.

### Une requête de M<sup>me</sup> Bolo

On sait que, dernièrement Mme Bolo a confié le soin de défendre ses intérêts à M<sup>re</sup> Jacques Bonzon, l'avocat de son mari. Afin de pouvoir poursuivre cette défense, elle vient d'adresser au président du tribunal la requête suivante :

« Monsieur le président,  
« J'ai absolument besoin d'un avoué et d'un huissier pour faire, sous la direction de M<sup>re</sup> Bonzon, les procédures indispensables à mes intérêts. Je vous demande donc de bien vouloir me désigner dès aujourd'hui, cet huissier et cet avoué.  
« Veuillez croire, etc. »

## M<sup>me</sup> TURMEL EST ENTENDUE SUR LE CHANGE DES BILLETS SUISSES

Nous avions dit que M<sup>re</sup> Jacques Bonzon

avait demandé que M. Turmel fût entendu hier. M. Gilbert, juge d'instruction, avait acquiescé à ce désir en exprimant toutefois cette expresse réserve que le député de Guingamp confirmerait cette demande par lettre. Le magistrat instructeur n'ayant point reçu cette confirmation, l'interrogatoire a été remis à mercredi, et, conformément au code d'instruction criminelle, M<sup>re</sup> Bonzon a pu prendre communication du dossier dans les délais qui lui sont impartis par la loi. Après réflexion, Turmel se sera sans doute défilé de son premier mouvement.

Quoi qu'il en soit, l'instruction de M. Gilbert n'a pas chômé pour cela. Le juge avait convoqué à son cabinet, hier matin, la femme du député des Côtes-du-Nord. De mise très simple, revêtue d'un manteau de pluie kaki, Mme Turmel fut introduite chez M. Gilbert à 9 heures 1/2. Deux heures plus tard, elle quittait le Palais sans avoir achevé sa déposition. Elle revint à 2 heures pour être confrontée avec divers témoins. Ces confrontations se poursuivront aujourd'hui.

Nous croyons savoir que Mme Turmel out à s'expliquer sur les opérations du change des billets de banque rapportés par le député de Guingamp à la suite de ses voyages en Suisse.

### Les oppositions de M. Turmel

La chambre des mises en accusation, présidée par M. Assaud, examinera aujourd'hui les oppositions faites par M. Turmel aux deux ordonnances rendues par le juge Gilbert, l'une rejetant la demande de jonction des instructions Turmel et Cousin, l'autre prononçant un non-lieu en faveur de M. Cousin, l'huissier de la Chambre des députés. Au nom du parquet de la Cour, l'avocat général Robert Godefroy conclura, croyons-nous, au rejet des deux oppositions.

En effet, juridiquement, elles ne pourraient être admises que dans les cas suivants :

1<sup>o</sup> Refus de mise en liberté provisoire ;

2<sup>o</sup> Exces ou abus de pouvoir.

Comme il n'en peut être ainsi, la chambre des mises en accusation adoptera les conclusions d'irrecevabilité.

Sur la question de fond, l'avocat général demandera à la Chambre de statuer rapidement pour éviter les incidents de procédure. Il se pourrait donc que l'arrêt fût immédiatement rendu.

Dans ce cas, en vertu de l'article 136 du

code d'instruction criminelle prescrivant : la partie civile qui succombera dans son opposition sera condamnée aux dommages-intérêts envers le prévenu, la Cour devra prononcer une condamnation à des dommages-intérêts dont le chiffre est à sa discrétion absolue : un franc ou une somme qu'elle peut fixer sans aucune limitation.

Cette jurisprudence est rarement appliquée. Cependant un arrêt de la chambre criminelle, en date du 14 juin 1913, déclare : « Toutes les fois qu'une partie civile a fait opposition à l'exécution d'une ordonnance de non-lieu et que cette opposition est reconnue mal fondée, elle doit nécessairement être condamnée à des dommages-intérêts envers l'inculpé. Les dommages-intérêts dus à l'inculpé doivent lui être alloués d'office alors même qu'il n'a formulé aucune demande à cet égard ».

Et qui plus est, l'arrêt de la chambre des mises en accusation ne ferait nullement obstacle à des poursuites en dénonciation calomnieuse que l'huissier Cousin pourrait intenter au député des Côtes-du-Nord.

### Nouvelle enquête à Loudéac

RENNES, 8 octobre. — Munis de commissions rogatoires, un commissaire et des inspecteurs de la Sûreté sont venus ce matin, en automobile, à Loudéac, pour interroger M. Abraham, beau-frère de M. Turmel, et procéder à une longue enquête sur le député de Guingamp.

## Les pacifistes n'ont pas beau jeu à Londres

LONDRES, 8 octobre. — La conférence pacifiste qui devait avoir lieu hier à l'église de la confrérie de Kingsland à Londres, a été dissoute.

L'hymne religieux a été interrompu par un hymne guerrier, et trois bans ont été battus en l'honneur des soldats.

La chaire fut envahie et le pasteur orateur en fut expulsé. La foule chanta l'hymne national. A un moment un incendie se déclara dans l'église et la police eut grand-peine à éteindre les flammes en les recouvrant avec des paillasses. Des délégués pacifistes, en quittant le bâtiment, furent fort maltraités par la foule.

M. Bertrand Russell devait également parler sur les relations internationales, mais il en fut empêché par cet incident.



PAR TÉLÉPHONE

PAR  
JEAN MESLOU

Le colonel Rieul au lieutenant Milton

— Allo ! Oui, ici, lieutenant Milton ; je vous présente mes respects, mon colonel.

— Le capitaine Vétel n'est donc pas là ?

— Non, mon colonel, mais il ne tardera pas à rentrer à l'escadrille.

— C'est regrettable ; mais, allo, lieutenant, si j'ai bonne mémoire, le secteur que le Boche occupe en face de nous vous est assez familier, n'est-ce pas ?

— En effet, mon colonel.

— Connaissez-vous la petite ville de D... ?

— Assez bien, mon colonel.

— Parfait ! Voici donc, en deux mots : prenez votre carte ; suivez la Meuse... Vous y êtes ?

— Oui, mon colonel.

— Bon ; vous voyez qu'à D... la rivière fait un coude à l'ouest. Arrêtez-vous au pont ; prenez la route vers l'Est, vous avez une rue à droite, une deuxième, puis une troisième ; dans cette dernière..., maintenant, écoutez-moi bien...

— Je vous suis, mon colonel.

— Dans cette dernière, il y a quatre maisons séparées par des jardins ; l'une d'elles est plus élevée que ses voisines... C'est là qu'est installé l'état-major du corps d'armée allemand. Prenez vos munitions. Le vent est très faible et vous est favorable... Bonne chance !

— Mon colonel ! Allo ! Allo !

Le même au même, deux heures après.

— C'est vous, lieutenant !

— J'arrive de D..., mon colonel.

— Mes compliments. Je vous ai vu passer à travers les éclatements. J'attends votre rapport ; mais dites-moi tout de suite : avez-vous réussi ?

— Mon colonel, pas d'erreur possible ! Sur les six bombes que j'ai dénichées, trois au moins sont tombées sur la maison. J'ai vu l'explosion, très nettement ; un nuage épais de poussière et de fumée s'est élevé et, peu après, des flammes montaient ; c'était... Oh ! mon colonel, c'est épouvantable, c'est...

— Je sais, lieutenant ; mais que voulez-vous, c'est la guerre... En tout cas, je vous félicite ; ce n'est pas la première fois que je vous vois à l'œuvre, et j'ai plaisir à vous informer que je vous proposerai ce soir même pour la croix de chevalier.

— Je n'en veux pas, mon colonel !

— Quoi ?... vous n'en voulez pas ?

— Ah ! jamais, mon colonel !

— Vous plaisantez ?

— Plaisantez ? Non, mon colonel, je ne plaisante pas ; je répète que je ne veux pas de cette croix.

— Ah ça, êtes-vous fou ?

— Non, mon colonel, ou, plutôt, oui... Je ne sais pas... Mais songez-y bien, la Légion d'honneur sur ma poitrine à moi ! Ce n'est pas possible, mon colonel ! Jamais, pour rien au monde ! Ce serait abominable, odieux, criminel ; non ! ce serait drôle, très drôle ! Le ruban rouge, à moi ! Ah ! oh !... mais, mon colonel, le fou, c'est vous !... Vous êtes fou, vous dis-je, c'est insensé, inconcevable ; mais regardez donc. Là, voyez-vous, au-dessous de nous ; tenez, voici l'explosion... Penchez-vous un peu : là, les poutres tombent, le toit s'écroule, des cadavres grillent dans le brasier ! Que c'est horrible ! Ah ! j'ai bien visé ! Et vous voudriez me donner la croix ! Vous l'accrochez sur la poitrine d'un assassin ! Ce serait le comble de l'audace et du cynisme ; vous voyez ça, vous ! Belle citation, ma parole : « Lieutenant Milton, chevalier de la Légion d'honneur, a, au cours d'un bombardement aérien... »

Le capitaine Vétel, commandant l'escadrille, au colonel Rieul.

— Allo ! mon colonel... Ici, capitaine Rieul. Je prends l'appareil pour vous expliquer ce qui se passe. Mon colonel, c'est simplement affreux... Je viens de faire sortir Milton, vous l'avez entendu hurler ; d'ici, je perçois encore les cris du malheureux que ses camarades emmènent.

— Ce que cela veut dire ? Seulement ceci, mon colonel, et je regrette de n'avoir pas été là, car, à coup sûr le drame ne se serait pas produit : Milton, vous ne le savez sans doute pas, est originaire de D... Et je reconnais que nul n'était plus que lui désigné pour bombarder cette ville, qu'il connaît dans ses coins et recoins.

— Mais, c'est précisément pourquoi je lui ai demandé...

— Oui, mon colonel ; mais cette maison qu'il a anéantie, c'était... la sienne. Et, malgré la présence des officiers allemands, son père, sa mère et sa sœur l'habitaient encore. Jamais ils n'avaient consenti à l'abandonner.

— Alors ?

— Alors, mon colonel, il sait qu'il a visé au but. C'était son devoir de soldat ; il l'a rempli, mais il est convaincu qu'il vient de tuer tous les siens...

— Sacrebleu !... Mais s'il me l'avait dit ! Je ne pouvais pas le deviner !

— Il n'a sans doute pas pu, mon colonel !

— Et vous... craignez pour sa raison ?

— C'est-à-dire, mon colonel, que j'ai craint tout à l'heure ; mais, maintenant, je ne crains plus... c'est fait !

Jean MESLOU.

Le cas de l'adjudant Nègre

M. Laurent Nègre, aujourd'hui adjudant-interprète à la 4<sup>e</sup> division, était, avant la guerre, directeur à Madrid d'une succursale de la compagnie d'assurances, la Victoria, de Berlin.

Lors de la mobilisation, M. Nègre accourut en France et fit vaillamment son devoir de soldat.

Cependant il comparait, hier, devant le 2<sup>e</sup> conseil de guerre pour infraction à la loi du 4 avril 1915, visant le commerce avec l'ennemi. L'accusation lui reproche d'avoir touché par l'intermédiaire de l'agent de la Victoria, une vingtaine de mille francs représentant une partie de ses appointements augmentés du montant de ses primes.

Bien que cinq enquêtes successives eussent conclu à un non-lieu en faveur de l'adjudant, le gouvernement militaire avait exigé les poursuites.

De nombreux témoins, parmi lesquels le capitaine Currière de Castelnaud, vinrent affirmer que l'adjudant Nègre était un bon Français qui s'était acquitté avec bravoure des missions périlleuses qui lui avaient été confiées.

Les débats continueront aujourd'hui.

5 HEURES  
DU  
MATIN

DERNIÈRE HEURE

5 HEURES  
DU  
MATIN

LE REICHSTAG REPRENDRA AUJOURD'HUI LA DISCUSSION DE LA POLITIQUE PANGERMANISTE

La courte séance tenue hier n'a fait que confirmer la gravité de la nouvelle crise créée par la scission entre les partis de la gauche et de la droite de l'assemblée.

BALE, 8 octobre. — On mande de Berlin : La courte séance qu'a tenue le Reichstag aujourd'hui ne fait que confirmer la gravité de la nouvelle crise politique intérieure que traverse l'Allemagne, par suite de la scission qui s'est faite entre les partis de la gauche et ceux de la droite de l'assemblée.

Le député radical Payer a exposé d'abord que, vu la situation, la commission de l'ordre du jour du Reichstag avait été d'avis, à une écrasante majorité, qu'il était indiqué de renvoyer à la commission du budget l'examen des crédits supplémentaires demandés par le gouvernement et opportun d'ajourner la suite de la discussion des interpellations.

M. Haase, socialiste minoritaire, s'est opposé au renvoi.

L'assemblée, à son avis, ne pouvait dès maintenant prendre une décision, et le renvoi à la commission n'était nullement nécessaire, la situation étant parfaitement claire.

« S'il reste quelqu'un, a-t-il ajouté, après la séance de samedi, qui ne sache pas encore dans quelle posture nous sommes vis-à-vis du gouvernement et du futur vice-chancelier, il n'y a qu'à l'abandonner à son ignorance de la situation. »

Le comte Westarp, conservateur, a déclaré :

« La décision de renvoyer nos projets de budget à la commission a été prise à la suite de délibérations entre les partis, auxquelles nous n'avons pas assisté ; nous n'assumons en aucune façon la responsabilité politique qui a abouti au débat actuel. Nous estimons que l'image de la séance de samedi dernier et l'éventualité que le Reichstag peut prendre de nouvelles décisions produiraient au dehors une impression de conflit et de tension en Allemagne qui serait d'autant plus regrettable que pendant ce temps, là-bas, des batailles font rage. »

« Nous regrettons vivement ces débats dans l'intérêt du pays. Nous ne voyons aucun motif de renvoi de ces projets à la commission et aucune corrélation entre ce renvoi et les interpellations discutées. »

M. Ebert, socialiste majoritaire, a appuyé au contraire le renvoi à la commission, qui est nécessaire déjà pour le simple motif que le projet de budget supplémentaire soumis au Reichstag renferme l'autorisation d'é-

mettre quatre milliards de nouveaux bons du Trésor et que, après les débats de samedi, le Reichstag a le plus grand intérêt à savoir si l'argent de l'Etat ne sera pas employé à faire de la propagande en faveur du parti de la patrie allemande.

M. Ebert a affirmé, en outre, que ce n'est pas l'attitude de la majorité, mais celle des droites et des partis qui leur sont inféodés qui a fait naître l'état d'esprit actuel d'où est sorti le conflit.

« Le parti de la Patrie allemande, a déclaré l'orateur, a nué au prestige de l'Allemagne à l'étranger, c'est lui qui porte la responsabilité de la séance de samedi. »

Enfin le Reichstag a décidé de renvoyer à demain la continuation de la discussion des interpellations sur la propagande pangermaniste dans l'armée.

M. Michaëlis est allé conférer avec l'empereur

BALE, 8 octobre. — On mande de Berlin : « Le chancelier est rentré aujourd'hui à Berlin, venant du grand quartier général. » (Havas.)

Le chancelier veut tenter de conjurer la crise...

BALE, 8 octobre. — Plusieurs journaux berlinois laissent prévoir que le chancelier, qui ne désire nullement voir cesser le bon accord qui régnait entre le gouvernement et le Reichstag ces derniers temps, prendra lui-même la parole au cours des prochaines séances.

Il affirmerait son désir de ne pas voir se troubler les relations du gouvernement et du Reichstag à la suite des incidents de samedi.

La Tägliche Rundschau elle-même considère la situation de M. Helfferich comme très critique :

« Nous nous plaignons, dit-elle, à croire qu'on a tort de parler d'une crise en ce qui concerne le chancelier ; par contre, nous considérons comme très possible une crise en ce qui concerne M. Helfferich. »

« Il se pourrait d'ailleurs que lui-même n'attachât plus une très grande valeur à ses nouvelles fonctions ; il a donné l'impression devant le Reichstag d'un homme qui laisse aller les choses jusqu'au bout et qui joue son dernier atout sans être sûr de son effet. » (Havas.)

La police anglaise enquête sur le mouvement pacifiste

Le Petit Parisien reçoit la dépêche suivante :

LONDRES, 8 octobre. — L'agence Central News apprend que les autorités britanniques procèdent activement en ce moment à une enquête approfondie sur les origines de la vive propagande pacifiste actuellement menée dans diverses régions de l'Angleterre.

M. André Kling, directeur du Laboratoire municipal, reçoit la Légion d'honneur

M. André-Jean Kling, directeur du Laboratoire municipal, sous-lieutenant d'artillerie, titulaire de la croix de guerre, de la médaille d'or pour faits de courage et de dévouement, vient de recevoir la Légion d'honneur. M. Kling, au cours de nombreuses missions, a poursuivi ses travaux jusqu'en première ligne, sous le bombardement ennemi.

LES COMMUNIQUÉS OFFICIELS

Front français

14 HEURES. — La lutte d'artillerie s'est poursuivie assez vive en Belgique et sur le front de l'Aisne.

L'ennemi a tenté, à diverses reprises, d'attaquer nos petits postes dans la région des Bovettes, de Craonne et, en Champagne, dans les secteurs de la Main-de-Massiges et du mont Haut. Toutes ces tentatives ont été repoussées et nous ont permis de faire des prisonniers.

Nuit calme partout ailleurs.

23 HEURES. — Actions d'artillerie sur différents points du front, notamment en Belgique et dans la région Hurtebise-Craonne.

Journée calme partout ailleurs.

Front britannique

13 HEURES. — Hier, à la tombée de la nuit, l'ennemi a lancé à la suite d'un violent barrage, sur notre front d'Hollebeke à Broodseinde, une attaque d'infanterie contre nos positions à l'est du bois du Polygone. L'attaque a échoué sous nos feux et un certain nombre de prisonniers sont restés entre nos mains.

Nous avons exécuté avec succès, la nuit dernière, un coup de main sur les lignes ennemies à l'est de Monchy.

24 HEURES. — Le temps est demeuré orageux aujourd'hui et la pluie n'a cessé de tomber en abondance.

Activité des deux artilleries au cours de la journée sur le front de bataille d'Ypres.

Aucun événement important à signaler sur le reste du front. La forte pluie, qui a duré presque toute la journée d'hier, a été précédée par un court intervalle de beau temps pendant lequel nos appareils d'artillerie ont pu faire beaucoup de bon travail.

Deux tonnes et demie d'explosifs ont été jetées sur les gares de Staden et de Courtrai et divers autres objectifs.

Les aviateurs allemands, qui ont montré beaucoup plus d'activité vers nos nouvelles positions, ont attaqué avec vigueur nos avions de bombardement. Deux appareils ennemis ont été abattus et trois autres contraints d'atterrir désemparés. Un des nôtres n'est pas rentré.

Front italien

Sur tout le front, il y a eu principalement des actions d'artillerie.

Sur le plateau de Bainsizza, entre Podlaca et le versant nord de la vallée de Chiapovano, nos reconnaissances ont capturé une dizaine de prisonniers.

Sur le Carso, à Lakavac, les patrouilles ennemies ont été mises en fuite.

Fronts russes

FRONT NORD. — Dans la région située au nord de la chaussée de Pskov et du village Paouski, après un bombardement d'artillerie préparatoire, des groupes d'éclaireurs ennemis apparurent ; ils furent canonnés et repoussés.

Dans la journée, l'ennemi a bombardé à plusieurs reprises, à l'aide de mortiers, nos positions à l'ouest de Engeldarschof.

Dans la région d'Illoukst, nos partis d'éclaireurs ont entrepris une reconnaissance et ont fait des prisonniers.

FRONT OCCIDENTAL. — Fusillade et bombardement d'artillerie, plus intense dans la région du lac Wichnewskoïé et au nord-est de Baranovitchi.

FRONTS SUD-OUEST ET ROUMAIN. — Fusillade.

FRONT DU CAUCASE. — Rien d'essentiel.

AVIATION. — En Roumanie, dans la direction de Tchik-Sereda, le 22 septembre (5 octobre), nos pilotes ont bombardé le village de Mikloch et la station de Palanka ; les bombes ont incendié la scierie, la gare et les dépôts et ont occasionné une explosion de munitions.

Front roumain

Dans les secteurs de Slanic-Groresti et dans la région de Muncelul, bombardement réciproque d'artillerie.

Sur le reste du front, rien à signaler.

Les avions ennemis ont bombardé Ismail (Bessarabie).

(Le début de ce télégramme n'a pu être pris, en raison des troubles atmosphériques.)

Front de Macédoine

(7 octobre). — Faible activité d'artillerie sur l'ensemble du front.

Dans la région de Doiran, deux raids, appuyés par l'aviation, ont pénétré dans les lignes ennemies et exécuté des destructions.

Dans la vallée du Skumbi, le contingent d'Essad a fait quelques prisonniers autrichiens.

(Communiqué britannique). — Notre artillerie a forcé, le 4 octobre, des détachements ennemis qui avaient réussi à pénétrer dans Osman-Kamila, au sud-ouest de Sérès, à évacuer ce village.

Dans la matinée du 6 octobre, à l'est du lac de Doiran, nous avons exécuté d'heureux coups de main sur Akindjali et Boulamao, avec le concours de nos aviateurs, qui ont bombardé les batteries et mitraillé l'infanterie.

Nos aviateurs ont bombardé également Cestovo et Tchiftlidjik, à l'ouest de Demir-Hissar, où ils ont désemparé un canon antiaérien.

UNE JOURNÉE MOUVEMENTÉE AU CONGRÈS DE BORDEAUX

Les congressistes refusent d'élire président, par 1.493 voix contre 1.369, M. Raffin-Dugens, kienthalien.

BORDEAUX, 8 octobre. — La séance du matin du Congrès socialiste est présidée par M. Sembat.

M. Goude, député de Brest, qui fait partie de la fraction minoritaire, déplore les divisions dont souffre le parti. Il se déclare pour la défense nationale, à la condition de placer sur le même plan celle de la République. Il votera les crédits en donnant à son vote le sens d'une manifestation de sympathie pour les combattants. Il conclut à l'union socialiste.

Après une intervention tumultueuse de M. Raffin-Dugens, la parole est donnée à M. Edgard Milhaud, professeur à l'Université de Genève, auteur d'une importante étude sur la Société des Nations. L'orateur démolit un à un tous les arguments de M. Brizon et des kienthalien. Il insiste sur la nécessité de ne conclure la paix que sur des garanties internationales solides. Il démontre ensuite l'obligation qu'il y a pour les pays qui se défendent de voter les crédits de guerre.

C'est ensuite M. Alexandre Blanc, kienthalien, qui s'élève contre la participation ministérielle.

Puis, M. Lebas, maire de Roubaix, qui resta deux ans prisonnier en Allemagne, se déclare en faveur de la participation ministérielle sous certaines conditions, et il votera les crédits de guerre.

Interrompus à midi et demi, les débats ont repris à 15 heures sous la présidence de M. Mistral.

Immédiatement, un incident extrêmement vif se produit au sujet d'une motion déposée par les kienthalien en vue d'obtenir que M. Raffin-Dugens préside une séance ultérieure malgré l'opposition de la fraction majoritaire du Congrès.

Tout à tour, MM. Aurioi, Renaudel, Ellen Prévot et Goude sont entendus. Le vote par mandats est décidé.

M. Renaudel précise que son opposition à l'élection de M. Raffin-Dugens vise uniquement son action pacifiste. C'est le sens qu'il entend donner au vote et il ajoute : « Si malgré nos amis, le Congrès décidait de passer outre, je serais obligé de donner ma démission de la direction de l'Humanité. »

Par 1.493 voix contre 1.369, 85 abstentions et 22 absents, il est décidé que M. Raffin-Dugens ne sera pas appelé à la présidence.

Ce vote présente un vif intérêt, parce que c'est le premier sur lequel se comptent les tendances du Congrès.

La discussion générale reprend alors par un discours de M. Valière, député de la Haute-Vienne, minoritaire.

M. Sartou-Lévy s'attache à démontrer la contradiction créée dans la situation politique internationale par l'attitude des minoritaires qui, après avoir rédigé et signé la réponse au questionnaire hollandoscandinave, donnent aujourd'hui à leur adhésion un sens tout différent.

Alors qu'il aborde la question de Stockholm, il est interrompu par M. Compère-Morel qui donne lecture d'un extrait du Journal des Soviets russes d'où il ressort que la conférence internationale était organisée par la social-démocratie.

Une vive discussion s'engage sur ce point. Y prennent part MM. Cachin, Moutet, Lafont et Albert Thomas qui, au cours de leur voyage en Russie, ont pu se rendre compte que l'initiative de la conférence de Stockholm a été prise par les socialistes de Russie.

M. Bedouce réclame ensuite du parti plus d'unité d'action.

La suite des débats est renvoyée à demain matin.

Ce que l'on dit à l'étranger

LA DERNIÈRE SEANCE DU REICHSTAG LA GERMANIA :

Nos autorités militaires auraient dû apprendre qu'il y a encore certains milieux, certaines questions dans lesquels et pour lesquelles le langage militaire n'est pas et ne peut pas être de mise.

La Gazette de Francfort :

Ce débat à nouveau amène une scission dans les esprits. Le Reichstag, dans cette quatrième année de guerre et après toutes les secousses politiques qu'elle provoque dans le pays, est plein de violents antagonistes et animé d'un esprit combatif, tout prêt à s'enflammer. Les nerfs ne sont pas devenus plus solides dans ces temps difficiles, dans le gouvernement pas plus qu'ailleurs, comme nous en eûmes la preuve aujourd'hui.

Le Reichstag est encore le seul endroit où l'on puisse ouvertement dénoncer les abus. Plus ses séances sont rares, plus est intense le besoin d'y traiter les questions qui opposent un si grand nombre de citoyens. Et c'est peut-être parce qu'on le sait, qu'on désire si vivement se débarrasser en commission plénière des questions les plus importantes et réduire nombre de séances publiques.

Le Vorwärts :

M. Helfferich sait-il même ce qu'il a dit ? Qui a parlé, un ministre sur le point de donner sa démission ? ou un enfant qui prend sa poupée et s'en va ? Quelles seront maintenant les conséquences de la motion minoritaire ? Si elle est votée, le docteur Michaëlis et les autres n'ont plus qu'à faire leur malice et partir. S'ils ne le veulent pas, le Reichstag doit les y contraindre, sinon le Reichstag s'indigne à lui-même un désaveu retentissant.

La Gazette de Voss :

Il faudra nécessairement en venir à un vote de défiance qui sera adressé au chancelier, mais qui, en réalité, frappera M. Helfferich.

Etant donnée l'attitude de ce dernier au Reichstag, il ne peut adopter d'autre ligne de conduite. Ce n'est pas la première fois que M. Helfferich agit ainsi ; nous espérons que c'est la dernière.

La loi sur la presse ne sera pas modifiée

Le Conseil des ministres s'est tenu hier soir, à 9 heures, à l'Élysée, sous la présidence de M. Raymond Poincaré. Le Conseil s'est entretenu de la situation diplomatique et militaire.

Le Conseil a décidé qu'il n'y avait pas lieu de déposer un projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse.

Le champagne et la guerre

M. Kunkelmann, quoique né de parents allemands, est Français. Il devint propriétaire de la maison de champagne Heidsieck, de Reims.

Depuis le bombardement de la ville martyre, il installa ses bureaux à Paris, place Boieldieu, et la direction en fut confiée à un Alsacien, M. Kieffer.

MM. Kunkelmann et Kieffer étaient poursuivis, hier, devant la 8<sup>e</sup> chambre correctionnelle, ainsi que M. Brangeries, sous l'inculpation de commerce avec l'ennemi. Par l'entremise d'une maison suisse, ils auraient réalisé la vente d'un dépôt de champagne qu'ils possédaient à Vienne et tenté une semblable opération à Berlin. Ils auraient, en outre, tenté d'en expédier une certaine quantité à Bruxelles.

Dans leur défense, les inculpés ont soutenu que les stocks en dépôt avaient été constitués avant la guerre et qu'ils avaient cherché à faire rentrer de l'or en France. Le premier adjoint de Reims, délégué par l'héroïque maire, le docteur Langlet, est venu témoigner, en termes émuants, de l'honorabilité et du patriotisme de M. Kunkelmann.

Le tribunal a renvoyé à quinzaine.

Bourse de Paris du 8 octobre 1917

ALEURS	Cours précédent	Cours du jour	VALEURS	Cours précédent	Cours du jour
PARQUET			101. Fonc. 1895	338	338
5 0/0 non libéré	88 40	88 40	102. Fonc. 1903	381 50	378
5 0/0 libéré	88 40	88 40	103. Fonc. 1909	400	400
3 0/0 amort.	68 10	68 20 1/2	104. Fonc. 1913	342 50	342
3 0/0 libéré	61 40	61 50 1/2	105. Fonc. 1917	305 75	311
Turc 1865	80 65	80 65	106. Fonc. 1920	1305	1316
Turc 1890	328 50	332	107. Fonc. 1921	787	779
Afrique Occident.	352 50	352	108. Fonc. 1922	690	690
1890	545	545	109. Fonc. 1923	920	926
1891	373	373	110. Fonc. 1924	695 50	697
1892	364	365	111. Fonc. 1925	119	119
1893	310	305 50	112. Fonc. 1926	446	446
1894	288	290	113. Fonc. 1927	433	433
1895	285	285	114. Fonc. 1928	1930	1930
1896	297	299	115. Fonc. 1929	4500	4600
1897	500	500	116. Fonc. 1930	312	312
1898	63	63	117. Fonc. 1931	888	888
1899	54	54	118. Fonc. 1932	435	440
1900	58	58 50	119. Fonc. 1933	435	440
1901	48	48	120. Fonc. 1934	435	440
1902	111 90	111 90	121. Fonc. 1935	429	410



## LE MONDE

## LES COURS

Après un séjour d'une semaine à Buckingham Palace, la Cour d'Angleterre s'est installée à York Cottage Sandringham pour l'automne.

Le duc et la duchesse d'Orléans, dont le mariage a été célébré le 20 septembre en Italie, ainsi que nous l'avons annoncé, ont quitté Paris avant-hier et se sont embarqués pour New-York.

## INFORMATIONS

Le duc d'Arion est à Paris pour quelques jours.

La duchesse de Brissac est de retour à Paris.

## CITATIONS

Le généralissime vient, au cours de la revue passée sur le front par le roi d'Italie, de remettre solennellement la fourragère au 112<sup>e</sup> régiment d'infanterie, avec ce motif :

"Exalté par son ardent chef de corps, le lieutenant-colonel de Gail, le 112<sup>e</sup> d'infanterie a, le 20 août 1917, brillamment atteint tous ses objectifs sur le Talon, malgré la résistance désespérée de l'ennemi dans des ouvrages imparfaitement démolis, et sans se soucier de ses pertes."

Ensuite, pendant plusieurs jours, il a, non seulement conservé et organisé le terrain conquis, mais encore harcelé sans cesse l'ennemi par ses patrouilles audacieuses, montrant une constance et une ténacité égales à son enthousiasme et à son élan.

Régiment superbe d'allure, d'allant et de bravoure. Déjà cité au 15 décembre 1916."

Le lieutenant-colonel baron de Gail est le neveu du commandant Maurice Binder, le sympathique député de Paris.

Nous apprenons que le sous-lieutenant Adrien Oudin, conseiller municipal du quartier de la Chaussée-d'Antin, commissaire rapporteur à la 4<sup>e</sup> division de cavalerie, vient d'être cité à l'ordre de la division comme officier de liaison en opérations. Voici le texte de sa citation :

"Le sous-lieutenant Oudin, commissaire rapporteur près le conseil de guerre de la 4<sup>e</sup> D. C.,

Engagé volontaire pour la durée de la guerre, bien que dégagé de toute obligation militaire, s'est offert pour coopérer au service de l'officier de liaison en opérations. S'est fait remarquer par le sang-froid, l'intelligence et la bonne humeur avec lesquels il a rempli de nombreuses missions dans les lignes."

## NAISSANCES

La comtesse de Maupéou, femme du commandant au 24<sup>e</sup> dragons, a donné le jour à un fils : Michel.

## MARIAGES

On annonce les fiançailles de M. William Paul Beamish, adjudant attaché à l'état-major d'une brigade de cavalerie anglo-indienne, décoré de la croix de guerre, avec Mlle Henriette Wilhelmine Gompertz, fille de M. Louis Gompertz et de Mme, née Wilkin-son.

## DEUILS

Un service funèbre à la mémoire du comte de Camondo, pilote aviateur, tombé glorieusement au champ d'honneur, sera célébré le vendredi 12 courant au temple de la rue de la Victoire, à 11 heures du matin.

Le commandant comte de Sessmaisons, dont nous avons annoncé hier la mort glorieuse, était maire de Champeuse (Maine-et-Loire), chevalier de la Légion d'honneur et deux fois cité à l'ordre de l'armée. Marié à Mlle de Tredern, il était le beau-frère du comte et de la comtesse de Tredern, du comte et de la comtesse de Beaumont, du duc et de la duchesse de Brissac et de LL. AA. le prince et la princesse de Ligne.

Le défunt faisait partie du Jockey Club et de l'ancien Cercle de la rue Royale, où il ne comptait que des amis.

## BIENFAISANCE

M. Justin Godart, sous-secrétaire d'Etat au Service de santé, présidera, après-demain jeudi, la cérémonie d'inauguration du buste de miss Edith Cavell, directrice à Bruxelles d'une école normale d'infirmières professionnelles, assassinée le 11 octobre 1915 par la justice allemande.

L'hôpital-école "Edith-Cavell", 64, rue Desnouettes (15<sup>e</sup> arr.) ouvrira ses portes pour cette commémoration solennelle demain mercredi après-midi.

Prière d'adresser les avis de Naissances, Mariages, Décès, etc., à l'Office des Publications, 24, boulevard Poissonnière. Téléphone Central 52-11. Bureaux : 9 à 6 heures ; dimanches et fêtes, 11 à 12 heures, 5 à 6 heures. Prix spéciaux consentis à nos abonnés.

**LOCATION DE MEUBLES**  
Installation complète d'appartements  
Fabrique de Meubles de Bureaux. — GARDE-MEUBLES  
Etablissements JANIAUD Jeune, 61, rue Rochechouart.

Ouverture Mercredi 10 octobre  
**RESTAURANT ITALIEN**  
"VENEZIA"  
5, rue d'Hauteville. Téléphone Gut. 6-73  
Même maison Restaurant du Pavillon de l'Elysée  
fermée l'hiver Champs-Élysées  
Cuisine italienne et bourgeoise française de tout 1<sup>er</sup> ordre  
**AMERICAN BAR**

**ACCUMULATEUR POL**  
pour lampe poche  
se recharge plus de 100 fois. Une charge donne même durée d'éclairage continu que 6 piles sèches.  
Notice franco. — CRISTEL, ingénieur, Rouen.

**CAPSULES DE MORRHUOL CHAPOTEAUT**  
LE MORRHUOL supprime le goût désagréable de l'huile de foie de morue.  
LE MORRHUOL est beaucoup plus efficace que l'huile dont il contient tous les principes actifs.  
LE MORRHUOL est souverain pour guérir les rhumes, la bronchite, les catarrhes.  
DANS TOUTES LES PHARMACIES

## LE GÉNÉRAL GOUGH A SON QUARTIER GENERAL



**LE GÉNÉRAL GOUGH QUI, AVEC LE GÉNÉRAL PLUMER, VIENT D'AVANCER A L'EST D'YPRES**  
La poussée des troupes britanniques à l'est d'Ypres fut dirigée par deux généraux dont les noms, depuis quelques mois, ont été maintes fois cités dans les communiqués : le général Gough et le général Plumer. C'est à eux, notamment, que sont dus les succès récents qui se poursuivent régulièrement dans la région d'Ypres depuis plus d'un mois. C'est, en outre, le g<sup>l</sup> Gough qui fut le vainqueur de l'Ancre.

## B L O C - N O T E S

J'ENTENDS dire et je lis même un peu partout que l'affaire Bolo doit désoler tous les Français. Aussi j'éprouve une extrême confusion à m'apercevoir qu'elle ne me désole pas du tout, et qu'elle me semble même réjouissante par plusieurs endroits. Vraiment, comment ne pas trouver plaisant que ces génies de la diplomatie allemande, un Bernstorff, un Jagow, soient dupés en un tournemain par une espèce aussi évidemment suspecte que ce Bolo, grotesquement paré d'un titre de pacha ? Voilà donc ces lumières de l'Empire ! Un petit bonhomme brun, lequel, si j'en crois ses photographies, a le visage d'un vizir fripon, n'a qu'à prendre la peine d'affirmer « qu'il mettra l'opinion publique française dans les mains de l'Allemagne ». Et il est cru sur l'heure, lui qui eût inspiré de la défiance à la moindre concierge de Paris. Il n'est pas depuis plus de quatre jours à New-York que déjà Bernstorff télégraphie à Jagow. Et comment ce subtil diplomate appelle-t-il le petit Bolo ? Il l'appelle « une source absolument sûre ».

Et ceci nous induit à remarquer que s'il y a — comme c'est probable — des espions allemands à Paris, ce sont de pauvres garçons, et qui ne méritent pas leur salaire. Car s'ils étaient capables d'une information un peu aigüe, ils auraient pu aussitôt aviser leurs chefs que Bolo n'était rien, qu'un adroit illusionniste. Mais sans doute ne leur a-t-on rien demandé, tant on était certain que leur basse police ne fournirait aucun renseignement valable.

Voilà donc deux sujets de se réjouir : les diplomates allemands sont des niais et leurs agents de Paris des incapables. Mais ce n'est pas tout. Écoutez ce que dit Bernstorff à l'intermédiaire Pavenstedt, qui lui apporte les propositions de Bolo :

« Ce serait une grande chose pour nous, Allemands, si nous pouvions changer le ton de l'opinion publique française, et l'amener vers une solution pacifique dans un temps rapproché. »

A-t-on jamais mieux dit, et plus clairement, que les Allemands ont besoin de la paix le plus tôt possible ? Nous tenons un aveu signé d'un des plus hauts diplomates allemands. Et Hindenburg peut bien machonner sous sa jugulaire toutes les menaces qu'il voudra, nous savons ce qu'elles valent. Nous le savons grâce à l'affaire Bolo, qui n'est donc pas aussi désolante qu'elle peut paraître. Sans compter que voilà le pavé débarrassé d'un de ces aventuriers agaçants et tapageurs que Paris accepte trop aisément et qui sont une perpétuelle offense pour les honnêtes gens qui vont à pied.

Louis LATZARUS.

## Pendant qu'on est loin

M. Jules Bois, dont le nom vient d'être inopinément prononcé dans l'affaire Bolo, avait inauguré son rôle de conférencier en France, il y a bien une vingtaine d'années, par une série de causeries sur ce qu'il appelait les « petites religions de Paris », c'est-à-dire les petites chapelles où un nombre plus ou moins grand d'adeptes cherchaient des manières nouvelles d'aborder la divinité. Cela le conduisit naturellement à une incursion dans le satanisme, et la description de ces maladies de la foi lui attirait un grand nombre d'auditrices et d'admiratrices.

Un soir, dans un dîner offert à l'occasion d'une manifestation franco-belge, on entendit tout à coup des voix féminines s'écrier : — Le voilà, c'est lui, nous savions bien qu'il devait venir ! C'était M. Jules Bois qui faisait son en-

trée. Ces dames ne le connaissaient que par ses conférences, et elles en avaient rapporté une impression qui illuminait leurs regards. Plus tard, il fit jouer à la Comédie-Française une tragédie intitulée *la Furie*, où l'on voyait Hercule enseigner la Déclaration des Droits de l'homme à ses contemporains.

A cause de la longueur des répétitions et de la couleur de son système pileux, les sociétaires l'appelaient amicalement la « barbe » noire.

Mais pas un de ses anciens interprètes ne le croirait capable d'avoir reçu l'argent de Bolo pour autre chose qu'une œuvre française.

## Le carnet de pain ?

Croyez-vous qu'il pense au carnet de pain, ce brave soldat tout souriant malgré la charge des quatorze « boules-de-son » qu'il porte. Regardez sa bonne face, calme et gaie. Il a l'air de nous dire :

— Evidemment, c'est ennuyeux d'être un peu rationné, et surtout d'avoir du pain dont

nombre d'acquittements. Mais il a sa manière.

Le prétoire, pour lui, c'est la bataille ! La défense, c'est l'offensive. Il défend moins son client qu'il n'attaque ceux qui l'accusent. Et il conduit ses offensives avec une fougue que pourraient lui envier nombre de jeunes stagiaires.

M<sup>e</sup> Jacques Bonzon a des lettres. Au conseil de guerre de Paris, où il défendait un habitant de Senlis — M. Benoît, je crois — qu'il fit précisément acquiescer, nous l'avons entendu faire de la coquette sous-préfecture de l'Oise un tableau délicieux. C'est aussi un artiste. N'a-t-il pas écrit ces lignes sur la première page de son livre *la Lutte sociale dans le prétoire* ?

AU PLUS GRAND DES ORATEURS, A BEETHOVEN, ÉTERNELLEMENT VIVANT, je dédie ces plaidoiries, qu'anime l'allégresse sereine des sonates, ou la joie surhumaine des symphonies.

Ce livre fourmille, d'ailleurs, d'observations pittoresques sur les syndicalistes et les anarchistes, dont l'auteur fut, quelques années durant, le défenseur attitré.

Un jour, raconte M<sup>e</sup> Bonzon, je conduisis une délégation de révolutionnaires à la Cour de cassation pour demander qu'on hâtât l'examen du pourvoi formé par un de mes clients, auquel la cour d'assises de la Seine avait refusé le bénéfice d'une amnistie. On m'annonça à M<sup>e</sup> le procureur général Baudouin. Un des délégués, M. Bousquet, secrétaire du syndicat des boulangers, désireux sans doute de voir lui aussi M. Baudouin, se tourna vers moi et me dit : « Annoncez-lui un collègue. »

Il était conseiller prud'homme !

Cet orgueil naïf est parfois l'encouragement à une élégance plus haute. Comme, un jour, causant au buffet du Palais avec M. Almeréda, chef d'état-major de Gustave Hervé, je lui tendais une assiette de cigares, modestes « deux sous », M. Almeréda refusa d'un mot : « Je ne fume que des mexicains ! »

« Au fond, le seul désir de ces gens-là est de s'embourgeoiser. » Ces lignes ont été écrites en 1911. Elles montrent que M<sup>e</sup> Jacques Bonzon sait conter l'anecdote. Quelle provision n'en aura-t-il pas, plus tard, avec Turmel et Bolo pacha ! — LÉOPOLD BLOND.

## Encore un comité secret

L'Allemagne est-elle disposée à faire un sacrifice pour connaître le secret de ce comité-là ?

C'est le conseil municipal de Saint-Servan qui, marchant hardiment sur les traces de la Chambre et du Sénat, s'est réuni en comité secret pour résoudre l'importante question que voici : y a-t-il lieu de maintenir le traitement du chef de la musique municipale, bien que celui-ci soit mobilisé ? Rien n'a transpiré de la délibération, mais on en connaît le résultat : le traitement sera maintenu.

Qu'a-t-il bien pu être dit en secret, en faveur de cette mesure généreuse, qui n'aurait pas pu être proférée en public ? Hélas ! vous verrez qu'on ne fera pas circuler sous le manteau de comptes rendus du comité secret de Saint-Servan.

## LE PONT DES ARTS

Nous savons tous, qu'Houston-Steward Chamberlain, genre de Wagner et renégat de sa patrie anglaise, a fait un énorme livre sur l'imperialisme allemand. Mais cet indigeste mystique boche est assommant. C'est pourquoi M. E. Seillière, de l'Institut, nous a rendu un fameux service en nous résumant cet amas de pangermanisme. Il appellera cela : *Le plus récent philosophe du pangermanisme mystique*.

LE VEILLEUR.

## THÉÂTRES

## THÉÂTRE ÉDOUARD-VII

**LE FEU DU VOISIN**, comédie en deux actes de M. Francis de Croisset. — **LA JEUNE FILLE AU BAIN**, comédie en un acte de M. Louis Verneuil.

Le nouveau spectacle du théâtre Edouard-VII est bien agréablement composé. Ni le *Feu du Voisin* de M. Francis de Croisset ni la *Jeune fille au bain* de M. Louis Verneuil ne sont des œuvres rigoureusement inédites ; mais ces deux proverbes, d'un assaisonnement assez relevé, semblent avoir été faits tout exprès pour un petit théâtre qui a l'air d'un grand salon.

Il y a quelque chose de *l'Étincelle*, de Pailleron, dans la pièce de M. de Croisset, — pas grand-chose, heureusement. Raymond, de est veuve. Elle a bien aimé son premier mari, elle ne l'a pas aimé. Elle aime bien Fernand, à telles enseignes qu'elle lui promet sa main ; elle ne l'aime pas. Elle n'aime pas du tout, ni bien ni autrement, le jeune Harry Falway ; mais il a, faute de savoir le français, une si primitive manière d'exprimer les sentiments éternels, de si éloquentes, de si foudroyantes onomatopées, que l'honnête Raymond se sent près de perdre la tête. Pour si peu, elle ne croit plus être digne de Fernand. Ce scrupule fait voir une bien jolie délicatesse. La chance veut que Harry Falway « trouve une opportunité » d'apprendre notre doux langage pendant les loisirs de l'entracte. Il apprend même dans une pension belge, il traduit *you know par savez-vous ?* et cela fait le mélange le plus cocasse. Il épouse, de surcroît, sa maîtresse de français ; de sorte que Raymond, en fin de compte, ne court plus aucun danger. Elle fera le bonheur de Fernand. Elle le fera beaucoup mieux que si elle n'avait pas rencontré sur son chemin Harry Falway...

Il y a beaucoup d'esprit, d'habileté scénique, de finesse, voire de profondeur, et pas ombre de psychologie apparente dans ce petit imbroglio psychologique. L'exécution est quasi parfaite et l'interprétation à hauteur. MM. Henry Defreyn, Numès, André Lefaur, Mlle Betty Daussmond « tiennent » — et ce n'est pas peu dire — à côté de l'admirable Jeanne Granier, dont la devise est toujours : « L'humble vérité. »

Il n'est pas si facile de raconter la *Jeune fille au bain*. On peut du moins rassurer le lecteur : c'est une gravure. Les estampes sont à la mode, et le public, qui s'y connaît, veut que des pièces authentiques. Un amateur ferait une collection, rien qu'en raillant la mise en scène des comédies de ce mois. Il faut que la *Jeune fille au bain* du théâtre Edouard-VII soit particulièrement précieuse ; car le père la chipe à son fils pour l'offrir à une tierce personne chez qui le fils la reprend, non sans dire au père ce qu'on doit penser des pères qui dérobent leurs fils. J'indique, grosso modo, le sujet de la *Jeune fille au bain*.

Mlle Monna-Delza et M. André Lefaur ont fort bien interprété cet acte un peu scabreux, en compagnie de M. Louis Verneuil lui-même, lequel joue, si vous voulez, en amateur, mais en amateur qui sait jouer.

Abel HERMANT.

**NOUVEAU - CIRQUE**  
251, rue Saint-Honoré  
Ce soir : L'HOMME-AQUARIUM  
30 vedettes et attractions inédites

Ce soir :  
Comédie-Française, 8 h. 15, *l'Élévation*.  
Opéra-Comique, 8 h. 15, *le Roi d'Ys*.  
Odéon, 7 h. 45, *l'Affaire des Poisons*.  
Bouffes-Parisiens, 8 h. 30, *l'illusionniste* (Sacha Guitry).  
Variétés, 8 h. 15, *la Femme de son mari*.  
Gymnase, 8 h. 30, *Petite Reine*.  
Vaudeville, 8 h. 15, *la Revue*.  
Châtelet, 8 h., mardi, mercredi, jeudi, samedi, dimanche, 2 h., jeudi et dimanche, *le Tour du monde en 80 jours*.  
Palais-Royal, 8 h., *Madame et son filleul*.  
Gaité-Lyrique, 8 h., *les Diamants de la Couronne*.  
Trion-Lyrique, 8 h., *la Petite Mariée*.  
Ambigu, 8 h., *le Système D.*.  
Antoine, 8 h. 25, M. Bourdin, *profiteur*.  
Athénée, 8 h., *Mon œuvre*.  
Grand-Guignol, 8 h. 30, *la Grande Epouvante*.  
Michel, 8 h. 30, *plus ça change...*.  
Th. Réjane, 8 h. 30, *Une Revue chez Réjane*.  
Renaissance, 8 h. 30, *Vous n'avez rien à déclarer*.  
Sarah-Bernhardt, 8 h. 15, *Vautrin*.  
Porte-Saint-Martin, 8 h. 15, *Montmartre*.  
Cluny, 8 h. 45, *les Deux Voleurs*.  
Edouard-VII, 8 h. 45, *le Feu du voisin*.  
Femina, 8 h. 45, *Sappho*.  
Scala, 8 h., *Occupe-toi d'Amélie*.  
Ba-Ta-Clan, 8 h. 30, la Revue avec Mistinguett et Chevalier, Loc. Riquette 30-12.  
Th. Gaumartin, 25, rue Gaumartin. Ce soir, 8 h. 30, *Come along !* revue franco-américaine.  
Nouveau-Cirque, tous les soirs, sauf lundi, 8 h. 30 ; matinales jeudis, samedis, dimanches et fêtes, à 2 h.

## MUSIC-HALLS

Olympia, tous les soirs. Mat. vendredi et dimanche.

## CINEMAS

Gaumont-Palace, 8 h. 15, *la Fée de la Montagne*. Loc. 4, r. Forest, 10 à 12 et 15 à 17 h. Tél. Marc. 16-73.

A L'OLIVIER ROMAIN. Huile d'Olive gar. pure : 1 fr. 30. Huile d'Olive extra-vierge 40 fr. les cent. remb. A. Carrier, 3, passage Ribel, Tunis.

**JE GUERIS LA HERNIE**  
Nouvelle Méthode de Ch. Courtois. Spécialiste. 30, Faubourg de Montmartre, 30, Paris (10<sup>e</sup>).  
Cabinet ouvert tous les jours de 9 à 11 et de 2 à 6 heures.

**VOIES URINAIRES**  
Maladies de la PEAU  
Prostate, Avarie, Impuissance  
Fistule, etc., etc.  
Fumens, Morale, Perles, Ecce  
Démangeaisons, Gale, Dartres, etc.  
Consultez les Docteurs Spécialistes  
INSTITUT MILITARY  
Grandes Cliniques universitaires  
Voulez-vous GUÉRIR ?  
ET GUÉRIR RAPIDEMENT ?  
606 pour guérir  
Ouvrez les yeux de la guérison  
Traitements gratuits

**SAVON** blanc Tire-Bouton, 100 kg. 220 fr. mandat d'avance. P. ROUBAUD FABRICANT DE SAVON, MARSEILLE  
Echantillon postal 10 kil., 24 fr. ou cont. remb. 25 fr.

**LES CÉLÈBRES VERRES ISOMÉTRIQUES FISCHER**  
VOIR PLUS CLAIR PLUS NET SANS FATIGUE  
12 B DES CAPUCINES  
Réparations immédiates  
Le gérant : VICTOR LAUVIGNAT.  
Imprimerie, 19, rue Cadet, Paris. — Volmard.